



NATIONS UNIES
République centrafricaine



©UNICEF

**RAPPORT ANNUEL DES
NATIONS UNIES
EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

2021



Mars 2022





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DE LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE	4
ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES.....	5
LES PARTENAIRES CLÉS DU SNU	6
PARTENARIATS MULTI-ACTEURS	6
I. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF+	7
II. PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT	9
III. APPUI DU SNU AUX PRIORITÉS NATIONALES.....	10
<i>Pilier 1 : Consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale..</i>	11
<i>Pilier 2 : Bien-être social et équité</i>	13
<i>Pilier3: Relèvement économique et durable</i>	15
IV. COMPLÉMENTARITÉ ET COHÉRENCE STRATÉGIQUE DU SNU....	18
V. ÉVALUATIONS ET LEÇONS APPRISSES	21
VI. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES..	22
VII. PERSPECTIVES POUR 2022	24

AVANT-PROPOS DE LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE



La situation en République centrafricaine (RCA) en 2021 est un bon rappel du rôle des Nations Unies. Dans les moments les plus difficiles, la famille des Nations Unies est là et on peut compter sur elle. Ceci a été notamment démontré lors de l'attaque militaire sur Bangui et pendant la pandémie de la COVID-19. Nous avons tenu nos engagements envers la RCA et continuerons de le faire.

Aujourd'hui, je me félicite de ce que l'équipe-pays, l'équipe humanitaire et la MINUSCA ont réalisé avec et pour les Centrafricains. Nos efforts intégrés ont permis d'améliorer les conditions de vie des populations. Nous avons continué de capitaliser sur les acquis de l'action humanitaire en vue de créer les conditions propices et remettre le pays sur la trajectoire de développement durable.

L'année 2021 a été riche en expériences et leçons, tant au niveau politique que socio-économique. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF+, 2018-2022) a été notre boussole ; il a orienté les efforts conjugués du Système des Nations Unies (SNU) et marquer un pas en avant dans la réalisation de l'Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable (ODD) en RCA tant au niveau national qu'au niveau local.

L'appui aux priorités du Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA, 2017-2023) était notre objectif premier aux niveaux stratégique et opérationnel. L'UNDAF+ arrivant à terme, le SNU entame en 2022 l'élaboration de son successeur : le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF, 2023-2027).

En 2021 nous avons parfois dû faire face à des situations qui ont accentué la vulnérabilité et la fragilité de certaines couches de la population, notamment les femmes et les enfants. Les conséquences de la pandémie de COVID-19, les violences en période électorale et les attaques contre les acteurs humanitaires nous ont interpellés. Malgré les défis rencontrés en 2021,

nos équipes sont restées mobilisées sur tous les fronts et cela n'aurait pas été possible sans une approche coordonnée, inclusive et intégrée, ainsi qu'un véritable partenariat multi-acteurs. Pour illustrer, les transferts monétaires dans le cadre de l'action humanitaire ont jeté les bases des programmes de protection sociale permettant de renforcer la résilience des populations et lutter contre la pauvreté.

Dans cet environnement complexe et exigeant, je ne peux qu'être fière des résultats encourageants enregistrés en 2021. L'organisation réussie des élections présidentielle et législatives en 2020/2021, avec l'appui inconditionnel de la communauté internationale, en témoigne. Notre détermination reste sans faille et notre objectif est clair : permettre au peuple centrafricain de choisir son destin. Le Dialogue Républicain est porteur d'espoir, les élections locales prévues en 2022 marqueront un tournant historique que nous devons appuyer coûte que coûte. Les enjeux sont cruciaux : aboutir à une démocratie locale, participative et décentralisée.

2022 est une année charnière. Face à ces défis, je m'adresse au peuple centrafricain au nom du Système des Nations Unies pour lui renouveler notre soutien, à travers des décisions et des actions concrètes qui doivent suivre les engagements pris. Le prochain Plan-Cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement durable (UNSDCF, 2023-2027) marquera une nouvelle dynamique de partenariat pour que la relance de la RCA devienne une réussite collective.

Denise BROWN

*Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général
 Coordonnatrice résidente du Système des Nations unies
 Coordinatrice humanitaire*

ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES

En République centrafricaine, 21 agences, fonds et programmes résidents et non-résidents mènent actuellement des activités, en plus du Bureau de la Coordonnatrice résidente et d'une mission de maintien de la paix (MINUSCA).

AGENCES RÉSIDENTES



AGENCES NON-RÉSIDENTES



LES PARTENAIRES CLÉS DU SNU

PARTENARIATS MULTI-ACTEURS

Le SNU reconnaît la collaboration étroite avec le gouvernement et les organisations de la société civile locales et internationales dans la mise en œuvre de l'UNDAF+ en 2021. A cela s'ajoutent les partenaires techniques et financiers (PTF) tels que les Institutions financières internationales (IFIs), les organismes régionaux, les missions diplomatiques et les bailleurs de fonds.

<p>Secteur public </p> <p>Présidence de la République, la Primature, le Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération, et autres ministères ou entités publiques sectorielles</p>	<p>Société civile </p> <p>ONG internationales, association et ONG nationales</p>	<p>Universités et médias </p> <p>Université de Bangui, centres de recherche, groupes de réflexion</p>
<p>Secteur privé </p> <p>Union Nationale du Patronat Centrafricain (UNPC), Groupement interprofessionnel de centrafricain (GICA)</p>	<p>Partenaires techniques et financiers </p> <p>Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Banque Africaine de Développement, Agence Française de Développement, Union Européenne, ambassade et missions diplomatiques, fonds communs (Fonds de Consolidation de la Paix, Fonds Ezingo, Fonds Bêkou)</p>	



Renforcement de l'Équipe-pays des Nations Unies

Le renforcement de la présence et des programmes de l'Équipe-pays des Nations Unies en RCA était une priorité en 2021, dans l'objectif d'adresser les défis multi-acteurs et multi-dimensionnels. Le retour du Bureau pays de l'ONU DC en RCA en témoigne et vise à appuyer la Coordonnatrice résidente dans l'exercice de ses fonctions. D'autres agences, fonds et programmes des Nations Unies non-résidents ont procédé à l'évaluation des besoins locaux et de leurs stratégies d'établissement et/ou d'engagement dans le pays, à l'instar d'ONU Habitat, de la FIDA, de l'OIT, du FMI et de la CNUCED.

Grâce au soutien financier de certains Etats membres, le Bureau de la Coordonnatrice résidente (BCR) a été renforcé par la disponibilité des capacités additionnelles : un Jeune Expert Associé (JEA/JPO) en charge de la coordination et du suivi de la mise en œuvre des ODD, ainsi que d'un Volontaire international des Nations Unies (VNU) en charge des programmes d'égalité des sexes et de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG).

I. CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'UNDAF+

La République centrafricaine a connu un changement de paradigme depuis la fin de 2020 avec l'apparition de la COVID-19 et le déclenchement d'affrontements armés visant à empêcher la tenue des élections. Les contrecoups sociaux et économiques de la pandémie, les opérations militaires, la persistance de l'insécurité et le contexte politique tendu ont impacté les acquis et la mise en œuvre de l'UNDAF+.

Malgré ce regain de violence, la formation d'un nouveau gouvernement et l'installation de la VIIIe Législature ont pu avoir lieu. Pour réduire les tensions liées à la contestation des résultats de l'élection présidentielle, le président Touadéra réélu dès le premier tour a annoncé dès son investiture l'organisation d'un dialogue républicain. S'inscrivant dans la perspective d'une revitalisation de l'accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) de février 2019, ce dialogue devrait permettre de mettre autour de la table les forces vives de la nation, en particulier l'opposition démocratique, pour trouver des solutions consensuelles aux obstacles qui subsistent dans l'application de l'accord de paix. Au plan régional, il est important de souligner l'implication des chefs d'État et de gouvernement de la Conférence internationale pour la région des Grands Lacs (CIRGL) qui ont convoqué le Troisième mini-sommet sur la Centrafrique en septembre 2021, aboutissant à une "Feuille de route conjointe pour la paix en Centrafrique".

En 2022, les Centrafricains devraient à nouveau se rendre aux urnes pour élire les maires, conseillers régionaux et sénateurs, dans le cadre des premières élections locales depuis 1988.



L'économie centrafricaine a connu deux années difficiles en raison de l'impact combiné de la COVID-19 et de la détérioration de la situation sécuritaire post-électorale. Selon le FMI, le PIB réel s'est contracté en 2020 pour s'établir à -1% avec une détérioration du déficit budgétaire de 6,3% du PIB. Cette baisse serait imputable aux difficultés rencontrées par les activités agropastorales, minières, industrielles, commerciales et surtout celles des sous-secteurs de transport, des hôtels bars et de restauration.

L'activité économique a été impactée par la crise post-électorale avec le blocage de la principale voie d'approvisionnement du pays au début de l'année 2021. Cette situation a créé une tension inflationniste au début de l'année, et l'économie a connu ensuite une reprise lente avec un PIB réel de 1% à la fin de l'année à la suite des efforts des autorités nationales, avec l'appui de la communauté internationale. Depuis le second semestre de 2021, l'environnement économique et budgétaire de la RCA est devenu incertain, notamment avec la suspension et le report des aides budgétaires.

En 2022, les conséquences de la crise ukrainienne pourraient exacerber la situation socio-économique centrafricaine, notamment avec la baisse du pouvoir d'achat des ménages due à l'augmentation des prix de certains produits de première nécessité et des engrais agricoles sur le marché national. Ces facteurs réunis pourraient contracter le niveau de l'activité économique et impacter négativement les capacités de mobilisation des ressources intérieures de l'Etat ainsi que les prévisions de croissance du PIB réel de l'année 2022, fixée à 4% par le FMI.



II. PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT

Mise en place d'une riposte rapide contre la pandémie de COVID-19

Face aux vagues successives de la COVID-19, le SNU a appuyé le Ministère de la Santé et de la Population pour lancer la campagne de vaccination en mai 2021 et intensifier ses efforts en vue de protéger la population et limiter ses effets sur l'économie. Des actions de sensibilisation ont été initiées autour de la campagne de vaccination contre la COVID-19, en parallèle de la mobilisation internationale pour mettre à disposition les doses de vaccin. L'initiative COVAX a fourni 2.5 millions doses¹ à la RCA. Malgré une couverture faible, les vaccins sont devenus accessibles à un large public, permettant ainsi à la campagne vaccinale de couvrir l'ensemble du pays.

Mobilisation du SNU pour l'organisation réussie des élections présidentielle et législatives

Le déclenchement d'affrontements armés en 2020 risquait de créer un vide constitutionnel en RCA. Pour l'éviter, le SNU a appuyé la conduite des différents scrutins tout en assurant la mobilisation des électeurs à travers les activités de sensibilisation rapprochées et l'utilisation des médias. Le SNU a facilité l'impression et le déploiement des listes d'électeurs, des bulletins de vote ainsi que le déploiement d'isoloirs. Au niveau de la sensibilisation, plusieurs organisations de la société civile centrafricaine sont déployées à travers le pays pour la campagne de sensibilisation et d'éducation électorale. Le SNU a également appuyé l'Autorité Nationale des Elections (ANE) pour la communication à travers les radios.

Cet engagement se poursuivra pour la tenue en 2022 des élections locales qui parachèveront le cycle électoral et aboutiront à la mise en place des conseils municipaux, des assemblées régionales et du Sénat, des instances prévues par la Constitution. Ces élections, jamais organisées depuis 1988, sont porteuses de plusieurs enjeux et opportunités pour le développement local, l'élargissement de l'espace politique, la mise en œuvre des accords politiques pour la consolidation de la paix, le renforcement de la participation politique des femmes et des jeunes et la consolidation de la démocratie à la base dans le cadre de l'opérationnalisation de la décentralisation.

Continuité de l'appui aux services sociaux de base malgré la crise post-électorale

Le SNU est resté mobilisé sur le front socio-économique pour assurer l'accès et la fourniture des services sociaux de bases dans un contexte de violence post-électorale. Le SNU s'est mobilisé pour que les écoles, le système de santé et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement puissent être garantis. Dans le domaine des filets sociaux, les transferts monétaires ont été largement plébiscitées par la population centrafricaine touchée par la crise, en raison de la flexibilité d'usage qu'elles offrent et de leur impact positif sur les conditions de vie. D'un autre côté, les programmes de protection sociale non-contributifs ont joué un rôle pour renforcer la résilience des populations, lutter contre la pauvreté chronique et reconstruire des infrastructures.



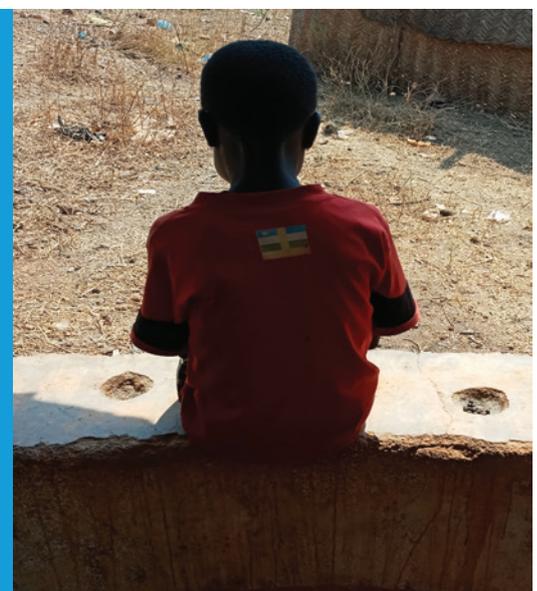
Paul rêve de devenir médecin

Paul a perdu ses parents après qu'ils ont été tués par un groupe armé. Ils auraient dû le tuer aussi mais il a pris la fuite et s'est réfugié dans le groupe armé adverse.

« D'abord je faisais tout ce qu'ils me demandaient de faire. Après, comme j'étais obéissant, ils m'ont donné une arme pour braquer les gens au niveau des barrières de contrôle. Dans le cadre de leur suivi, les agents de l'AFEB m'ont repéré et ont demandé au chef de mon groupe qui a accepté de me libérer. » raconte-t-il.

Maintenant, il vit sur le site de Lakouanga à Bataganfo et grâce à la formation sur les activités génératrices de revenus (AGR) soutenue par le SNU, il a un petit commerce qui lui permet de gagner un peu d'argent.

« Mais mon rêve est de devenir médecin car quand j'étais dans ce groupe armé, j'ai tiré sur des gens, j'ai vu beaucoup de blessés et de morts et personne pour les soigner. Je veux être médecin de guerre pour soigner ceux qui ont eu des chocs. » nous dit Paul.

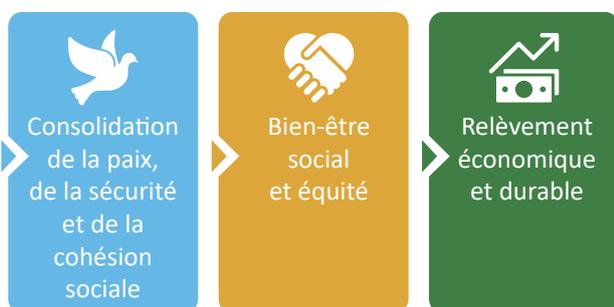


¹OCHA, « Deux ans après que la RCA ait confirmé le premier cas de COVID-19 », 16 mars 2022

III. APPUI DU SNU AUX PRIORITÉS NATIONALES

Analyse des résultats de l'UNDAF+

Les Nations Unies en République centrafricaine sont dans leur dernière année de mise en œuvre de l'UNDAF+. Ce document stratégique s'articule autour de 3 piliers qui déclinent les contributions collectives et coordonnées de Nations Unies en RCA aux priorités nationales telles que contenues dans le RCPCA 2017-2022 :



En abordant les défis à travers le nexus humanitaire-développement-paix(HDP), le SNU a promu des solutions plus durables aux besoins humanitaires et a initié un processus de redressement robuste dans tous les domaines qui touchent la vie des Centrafricains afin de réduire les inégalités structurelles.

Le nexus HDP était au centre de l'action du SNU et a engendré une collaboration efficace et étroite ainsi que la mitigation des vulnérabilités et la réduction des risques. En 2021, le SNU a réalisé des progrès avérés dans les trois domaines stratégiques de l'UNDAF+, concrétisant ainsi la mise en œuvre des ODD en RCA.



Marie peut enfin envoyer ses enfants à l'école grâce à ses récoltes d'arachides et de maïs

Mère de trois enfants, Marie a reçu de 36 kilogrammes de semences deux houes Ceylan et une houe Linda. « Je remercie le SNU pour cet appui car depuis que mes enfants et moi sommes retournés dans notre village, ayant perdu les traces de mon mari, je n'avais pas assez de moyens pour acquérir toutes ces spéculations car mes moyens étaient très limités » a précisé Marie.

« Pour la première fois, j'ai réussi à gagner 132 000 francs CFA de la vente de mes produits. Je vais enfin pouvoir faire face à certaines obligations familiales avec assurance. Mes deux premiers enfants vont enfin voir leur scolarité payée », déclare Marie.

L'appui du SNU à la mise en place des stocks stratégiques en intrants agricoles vise 4 000 ménages vulnérables dans les préfectures les plus touchées par la crise, notamment à Bouar, Bossembélé et Bossangoa, respectivement dans les préfectures de la Nana-Mambéré, de l'Ombella-Mpoko et de l'Ouham. Ce projet consiste à apporter une assistance en semences et petit outillage agricole à travers les distributions directes, en formation et en appui-conseil dans le cadre de la campagne vivrière 2021.



©FAO

PILIER 1 : CONSOLIDATION DE LA PAIX, DE LA SÉCURITÉ ET DE LA COHÉSION SOCIALE

Ressources financières



Réalisations clés

<p>Grâce à l'appui conseil, plaidoyer politique et soutien opérationnel du SNU, la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (CVJRR) a été créée en 2021. Les 11 Commissaires, dont 5 femmes, ont prêté serment en juillet 2021 marquant ainsi le lancement officiel des activités de la CVJRR.</p>	
<p>11 451 personnes victimes des violences basées sur le genre ont bénéficié d'assistance juridique, judiciaire et psycho-sociale à travers la société civile soutenue par le SNU.</p>	
<p>Le SNU a facilité l'impression et le déploiement de 13 884 listes d'électeurs, 1 880 000 bulletins de vote et formulaires pour les bureaux de vote ; le déploiement de 7 500 isoaloirs réutilisables et 100 000 scellés dans 420 bureaux de vote.</p>	
<p>Le SNU a accompagné l'ENAM dans le recrutement de 60 nouveaux élèves magistrats et 40 élèves greffiers à travers un processus transparent, ainsi que la formation et le déploiement de 300 agents pénitentiaires.</p>	



Le Fonds pour la Consolidation de la Paix a très largement contribué à l'opérationnalisation de la CVJRR. Il a financé l'appui technique et opérationnel pour l'élaboration du plan stratégique, des documents internes (règlement intérieur, manuel de procédures) des manuels pédagogiques et de formations des membres de la Commission, de même que la réflexion en amont sur les options et modalités de réparation des victimes.



©PNUD



Les opérations de 8 prisons ont été affectées par des violences électorales de décembre 2020. Grâce au soutien du SNU, **4 prisons ont repris leurs activités** en 2021 et la **situation sécuritaire s'est améliorée dans 2 autres** qui sont restées opérationnelles malgré les attaques.



Avec le soutien du SNU et de ses partenaires, la représentation politique des femmes à l'Assemblée nationale s'est sensiblement améliorée par rapport à la dernière législature. **Le pourcentage des femmes députées est passé de 7% à 13%** (18 femmes élues sur 140 députés).



Sur un cible de 2 000 personnes pour 2021, le soutien du SNU a permis le **déploiement de 1 500 personnes (dont 87 femmes) de Forces de Sécurité Intérieure** - police et gendarme - en région.



L'appui du SNU à la **digitalisation** a doté **48 institutions étatiques (dont 4 au niveau décentralisé)** d'équipements informatiques et de licences ZOOM, couplé d'une **formation ciblée de 500 staffs**, contribuant ainsi au maintien de la continuité des activités de l'administration pendant la COVID-19.



Karima se sent libérée du poids des violences qu'elle a vécues

« Mon mari est un grand éleveur et fils du chef de sa tribu, nous avons deux filles. Les malheureux événements de 2013 nous ont obligé à tout le temps fuir pour notre sécurité, mais aussi celle de notre bétail. A 100 kilomètres de la frontière avec le Cameroun, quand nous cherchons du refuge, avec ma fille de 6 mois et une autre fille de 8 ans entre les mains, j'ai assisté à l'assassinat de 42 hommes de ma famille (mon mari et ses frères, mes frères et nos bergers). Je suis restée devant leurs dépouilles, on m'a rasé la tête avec du balaka (machette) et on m'a poignardé le sein droit, qui par la suite sera très infecté et a failli me couter la vie. Quand j'ai su plus tard que mon père (l'unique homme de ma famille restant en vie) fut lui aussi bruler vif par le même groupe, tout s'est écroulé autour de moi. Je ne réagissais à rien au point où j'ai été internée en psychiatrie, attachée avec des chaînes pendant six mois pour des soins. »

« Après une séance de sensibilisation d'un agent psychosocial de l'ONG Levier Plus (partenaire du SNU), je me suis rendue à leur bureau pour me faire une idée des services qu'ils offrent. L'accueil de ce centre m'a mis en confiance et m'a permis de partager mon triste vécu et cela m'a allégé et je me suis senti libéré d'un poids que je porte. D'ailleurs, c'est ce qui m'a permis d'en parler encore aujourd'hui et d'accepter d'avancer grâce aux séances de sensibilisation auxquelles nous participons dans le centre d'écoute. La possibilité que le SNU nous offre à travers cet appui m'a sauvé. »



© ONU FEMMES

PILIER 2 - BIEN-ETRE SOCIAL ET ÉQUITÉ

Ressources financières

Ressources totales de l'UNDAF+



Réalisations clés

1,3 millions d'enfants de moins de 5 ans ont été vaccinés contre la **Polio** et **1,3 millions de femmes** en âge de procréer ont reçu la **2ème dose de Tétanos-Diptérie**.

25 126 enfants enregistrés à l'état civil en 2021 grâce à la mise en place de la gratuité de l'enregistrement des naissances.



Des initiatives conjointes du SNU, soutenues par le Fonds pour la Consolidation de la Paix, ont contribué à la gestion concertée et apaisée de la transhumance dans les préfectures de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé. La construction des infrastructures agropastorales communautaire, notamment des aires de séchage, magasins de stockage, aires d'abattage et marchés à bétail, et des puits pastoraux ont permis de contribuer au renforcement de la cohésion sociale et des mécanismes de prévention des conflits grâce au soutien aux comités locaux de dialogue et de gestion des conflits.



© MINUSCA

	<p>522 000 enfants de 6-59 mois (73.5% de la cible) ont été supplémentés en deux doses de vitamine A et 53 000 enfants âgés de 6-23 mois et 11 681 femmes enceintes et allaitantes ont reçu une supplémentation nutritionnelle pendant 6 mois couvrant la période de soudure.</p>	
	<p>3 877 transferts monétaires d'urgence (pendant la période COVID) ont été alloués aux parents isolés, aux veuves et aux tuteurs d'orphelins qui sont affectés par le VIH parmi les communautés de déplacés internes.</p>	
	<p>348 enseignants, dont 134 femmes, ont été formés à l'enseignement par la radio. 4 400 postes de radio solaires ont été distribués et 288 leçons sur une radio nationale et 25 radios communautaires ont assuré la continuité d'apprentissage de plus de 98 000 enfants.</p>	
	<p>172 salles de classes, hangars, et Espaces Temporaires d'Apprentissage et de Protection des Enfants ont été construits/réhabilités permettant à 20 000 élèves supplémentaires de bénéficier d'un environnement amélioré. Les cantines scolaires opérationnelles dans 3 850 établissements ont permis l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants. 32 écoles et 10 établissements de santé ont été équipés d'installations d'approvisionnement en eau atteignant près de 18 600 enfants.</p>	
	<p>177 933 personnes, dont 20% femmes et filles, ont accédé aux nouvelles méthodes de planification familiale grâce aux activités communautaires soutenues par le SNU.</p>	
	<p>75% des 3 700 femmes enceintes VIH+ ont été dépistées et mises sous traitement antirétroviral (TAR). Sur les 9 430 PVVIH ayant été assistées en 2021, 90% (soit 2 448 hommes et 5 850 femmes) ont été réhabilités sur le plan nutritionnel.</p>	



Ludovic retrouve l'espoir en retournant à l'école

Ludovic est un jeune garçon de 15 ans qui habite au quartier Lapagode à Bambari avec ses frères, ses sœurs et sa mère. A la mort de son père suivie de son amputation, il n'allait plus à l'école, préférant aider sa maman au champ. Mais grâce au projet Cash Education du SNU, Ludovic va pouvoir reprendre avec joie sa classe de CM2 et surtout le français qu'il aime beaucoup. « Depuis que j'ai perdu mon bras, je ne pensais plus pouvoir être comme les autres enfants. » raconte-t-il.



© UNICEF

 **Pilier 3: Relèvement économique et durable**

Ressources financières



Réalizations clés

- 

85 000 ménages ont reçu des **kits vivriers, maraîchers et/ou d'élevage** dans les communes de Satéma, Dimbi, Mobaye et Alindao dans la Basse-Kotto.


- 

605 cadres de services centraux des Ministères sectoriels ont été **formés** et utilisent les **outils de planification et de coordination** des programmes et projets.



- 

8 000 jeunes et adolescents ont été **formés et réinsérés** dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Nationale de l'Emploi et de la formation Professionnelle (PNEFP) à travers la **création de petites unités de production maraîchère et de transformation de produits agricoles.**





La jeunesse de la RCA soutien le SNU à promouvoir l'entrepreneuriat

Jean-Rufin est un volontaire national dans une des agences du SNU en République centrafricaine.
 « Ma mission est axée sur le suivi et le reportage d'un projet conjoint pour la jeunesse, qui vise à promouvoir la résilience socio-économique des jeunes dans le pays, en créant des emplois d'urgence et des formations à l'entrepreneuriat » explique Jean-Rufin.



©VNU

	<p>14 Associations Villageoises d'Épargne et de Crédits (AVEC) ont été promues dans les préfectures de la Basse-Kotto et du Haut-Mbomou permettant à 250 personnes de recevoir un crédit d'environ 57 000 FCFA pour lancer des activités d'élevage et agropastorales.</p>	
	<p>Un bloc de bâtiment administratif pour l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE) est construit à Bossemptélé dans le cadre du renforcement de l'offre de services aux producteurs, ayant rendu possible la vaccination de 76 164 petits ruminants. Un magasin de stockage et une aire de séchage ont également été construits pour développer la recherche agricole.</p>	
	<p>Dans le cadre de l'Accord de Partenariat Volontaire, le SNU a soutenu la création d'un Centre de contrôle des statistiques sur le bois exporté, le contrôle de l'abattage et la commercialisation.</p>	
	<p>1 000 femmes ont obtenu des titres fonciers des terres agricoles (200 hectares à Bambari et 250 hectares à Béréngo). 3 000 femmes chefs de ménages ont été formées en pratique d'une agriculture résiliente au changement climatique.</p>	
	<p>Le SNU a appuyé le développement d'un Plan national préliminaire d'adaptation au changement climatique. Dans la préfecture de la Lobaye, des terres sont emblavées avec les essences locales notamment des espèces d'arbres à croissance rapide, porteuses de chenille et de noisette, pour lutter contre le changement climatique.</p>	
	<p>Un centre de formation et d'insertion socio-économique des jeunes a été créé dans la préfecture de l'Ombella-M'poko. 4 000 jeunes ont bénéficié de la formation à l'entrepreneuriat agricole et sur les itinéraires techniques de production maraîchère, élevage des poulets de chairs, huilerie et valorisation des sous-produits par la saponification. Ils ont été dotés des bœufs, vaches et taureaux pour la production de yaourt et fromage.</p>	



La grande marche pour le climat

Le jeudi 14 octobre 2021, de nombreux représentants du Gouvernement centrafricain, de la société civile, des institutions nationales et internationales se sont mobilisés pour une Grande Marche pour le Climat. Le but étant de manifester l'engagement et l'implication pour la cause du climat, cette marche est partie du rond-point des Nations Unies à Bangui et s'est terminée dans le 5^{ème} arrondissement. Initiée par le ministère de l'Environnement et du Développement Durable et soutenue par le SNU, la Grande Marche pour le Climat s'est tenue en marge de la remise officielle du document révisé des Contributions déterminées au niveau national de la RCA à la COP26 à Glasgow en Ecosse.



Essounga et sa communauté sont sensibilisés aux moyens de prévention du VIH

Dans son engagement de ne laisser personne de côté, le SNU a appuyé les activités de formation des relais communautaires Pygmées des villes de Mbaïki et Mongoumba, suivies d'une campagne de sensibilisation sur la prévention du VIH/Sida, des IST et les Grossesses Non Désirées et couplée avec la distribution des préservatifs et des condoms.

Essounga Gérard, Aka du campement du village Ndombo et l'un des participants à cette formation témoigne : « Nous n'avions jamais été formés ni sensibilisés auparavant sur les moyens de prévention des IST et du VIH/Sida. Cela est triste car les symptômes de ces maladies sont parfois visibles dans nos communautés mais nous les ignorons faute d'informations. En conséquence, plusieurs des nôtres ont perdu la vie suite à ces maladies. Mais grâce à cette formation, nous allons sensibiliser nos frères et sœurs dans le cadre de la protection, surtout à travers les méthodes du port correct et systématique du préservatif, de l'abstinence et de la fidélité».



IV. COMPLÉMENTARITÉ ET COHÉRENCE STRATÉGIQUE DU SNU



©MINUSCA

L'impact économique du regain d'insécurité depuis décembre 2020 et de la deuxième vague de COVID-19 a plongé plus de 3,4 millions de Centrafricains dans l'extrême pauvreté. Le conflit a non seulement provoqué l'effondrement des services sociaux de base comme l'éducation et la santé, mais également causé une chute spectaculaire de la production agricole, l'un des principaux moteurs de l'économie centrafricaine. Dans un contexte de fragilité extrême, l'approche collaborative humanitaire-développement-paix reste cruciale pour mitiger les vulnérabilités et réduire les risques.

Une collaboration efficace et étroite entre l'humanitaire, le développement et la paix (HDP) était au centre de l'action du SNU en 2021. Des initiatives visant à renforcer la résilience et à créer les opportunités pour des résultats collectifs sont mises en œuvre par différents acteurs.

Leadership et actions conjointes locales

Le Groupe de travail sur les solutions durables rassemble les acteurs de développement et de l'humanitaire – SNU et acteurs de la société civile – les institutions nationales, les partenaires technique et financier, ainsi que les IFIs au niveau national (Bangui) et au niveau local (Lobaye, Nana-Mambere, Mandere-Kadei, Kaga-Bandoro, Paoua, Bria et Bamabari).

En 2021, le GTSD de Lobaye a contribué à la préparation et validation du Plan de Développement Local de M'Baiki. Le GTSD de Bria, qui a été mis en place en 2021, a élaboré un Plan d'action intégré et multisectoriel pour le retour des PDIs du site PK3 à Bria.

Analyses et planification communes

En vue de la préparation de l'UNSDCF 2023-2027, le SNU a entrepris l'Analyse commune du pays (CCA) en 2021. Cette dernière a rassemblé les agences résidentes et non-résidentes du SNU dans le développement, l'humanitaire et la paix.

L'UNSDCF qui sera élaboré en 2022 va refléter et mettre en évidence la manière dont les différents acteurs contribueront à la réalisation des résultats collectifs par une planification complémentaire.

Financements mutualisés pour le développement

En 2021, les bailleurs humanitaires et les IFI (Banque mondiale, Banque africaine de développement et Fonds international de développement agricole) ont contribué à la résilience des populations vulnérables par la relance de la production alimentaire et la diversification des activités génératrices de revenus dans le secteur agricole. La collaboration programmatique entre le Fonds humanitaire pour la RCA et le Fonds Bêkou ont démontré que les interventions complémentaires localisées dans le sud-est de la RCA avaient un impact immédiat avec une diminution notée du nombre de personnes qui ont besoin d'une assistance humanitaire. Les acteurs humanitaires collaborent également étroitement avec la Banque mondiale en matière de préparation et de réponse au changement climatique (par exemple, les inondations).



Parler d'une seule voix et regarder dans la même direction

Le Groupe de Communication des Nations Unies (GCNU), regroupant les chargés de communication du SNU et de la MINUSCA, a prouvé qu'il est possible de parler d'une seule voix pour transmettre des messages communs. Ce groupe a pu organiser plusieurs actions de communications et de plaidoyer autour de la Coordinatrice résidente et rassemblant la plupart des membres du SNU. L'organisation réussie en 2021 de plusieurs tables rondes pour célébrer la Journée des Nations Unies et la Campagne des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes en témoigne.



©RCO

Solutions durables pour les déplacés à Birao

Nommée « ville sans arme », Birao est située à l'extrême nord de la République centrafricaine, à la frontière avec le Tchad et le Soudan. Elle a été victime d'une escalade de la violence en 2019, qui avait fait des dizaines de morts et entraîné le déplacement de plus de 23 000 personnes. Les acteurs du SNU, déjà opérationnels dans la ville avant les affrontements de 2019, ont renforcé leur présence et ont intensifié une réponse intégrée aux besoins urgents. Grâce à leur mobilisation, la proportion de la population ayant un niveau acceptable de consommation alimentaire a presque doublé, passant de 39 % à 74 %, et la moitié de la population de la ville a désormais accès à l'eau potable, contre seulement un quart en 2019.

Le GTSD à Birao a été redynamisé et un task force conjoint avec la préfecture a été établi en 2021 pour chercher de solutions durables aux déplacés. Une période de paix en février 2021 a permis au SNU d'expédier 143 tonnes de nourriture du Soudan vers Birao via Am-Dafock. Les personnes déplacées de différents sites de Birao, tels que le site chinois, le site de Yata et le site de l'hôpital, ainsi que celles des familles d'accueil en ont bénéficié. D'autres acteurs ont formé un groupe de maraîchers pour cultiver des jardins potagers. Ils ont témoigné qu'ils survivent grâce à la vente des produits qu'ils récoltent. En plus de l'aide à l'agriculture, 10 groupes d'apiculteurs ont bénéficié d'outils favorisant la reprise de leurs activités, à savoir des ruches et des équipements de protection, tandis que 30 groupes de pêcheurs ont reçu des pirogues, des filets et des hameçons.



V. ÉVALUATIONS ET LEÇONS APPRIS

1 La réponse à la COVID-19 a renforcé la collaboration du SNU avec le gouvernement et d'autres partenaires pour assurer la continuité des soins de santé. De nouveaux engagements sont prévus pour accélérer les résultats de l'immunisation et le renforcement du système de santé y compris la chaîne de froid

2 Le partenariat entre les autorités nationales, le SNU, les acteurs humanitaires et les PTFs ont favorisé l'amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire, la restauration de l'autorité de l'État, la délivrance des services sociaux de base et la relance économique. Cependant, les perspectives financières et la mobilisation des ressources étatique et auprès des bailleurs restent un défi majeur.

3 L'approche communautaire, promu par le SNU et ses partenaires, permet l'appropriation des acquis de développement par les populations. La tenue des élections locales en 2022 sont porteuses de plusieurs enjeux et opportunités pour le développement local, l'élargissement de l'espace politique, le renforcement de la participation politique des femmes et des jeunes et la consolidation de la démocratie à la base dans le cadre de l'opérationnalisation de la décentralisation.

4 Le développement et le respect de l'Etat de droit nécessitent le changement des normes. En matière de protection et de lutte contre les VBG, les interventions devront aller au-delà d'action ponctuelle de sensibilisation des communautés et vise à promouvoir l'évolution des normes sociales.

5 L'approfondissement du dialogue communautaire a permis de sécuriser la mise en œuvre des activités des Nations Unies, proposer des solutions durables et assurer la persistance des acquis de développement.

6 La production et le partage des analyses conjointes, à travers des groupes de travail thématiques et/ou dans le cadre de l'Analyse commune du pays (CCA), ont permis aux membres du SNU de renforcer leur complémentarité et de réfléchir sur la planification et la mise en œuvre des activités communes.



Le SNU améliore son efficacité

En mettant en œuvre l'Agenda d'efficacité du Secrétaire général, le SNU mutualise et harmonise ses procédures pour une meilleure efficacité et efficacité de son action. L'inventaire des locaux communs des Nations Unies ainsi que la mise en œuvre de sa stratégie de gestion des activités opérationnelles (Business Operations Strategy – BOS) reflète ainsi l'approche « Unis dans l'Action » du SNU.

VI. Aperçu financier et mobilisation des ressources

Expertise et mise en œuvre de programmes sur la quasi-totalité du territoire :

L'Equipe Pays du SNU est composée de plus d'une dizaine d'agences résidentes et non résidentes avec des mandats et des expertises diverses et complémentaires. Le pays bénéficie donc d'un soutien multidimensionnel et pluridisciplinaire qui permet d'obtenir des résultats importants au profit des populations. Dans le contexte centrafricain, avec l'occupation d'une partie du territoire par les groupes armés, les interventions visant la pacification du pays et le redéploiement de l'administration sur toute l'étendue du territoire constituent un apport inestimable pour le relèvement du pays. En partenariat avec la société civile et les organisations non gouvernementales, le SNU met en œuvre des programmes parfois dans des zones où l'Etat est insuffisamment représenté. Il s'agit entre autres du projet RESA Bambari. Ainsi, dans la mesure du possible, personne n'est laissée pour compte.

Ressources pour UNDAF+



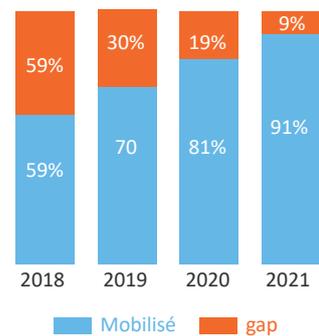
Pilier 1:
Consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale

Pilier 2:
Bien-être social et équité

Pilier 3:
Relèvement économique durable



Fonds mobilisés et gaps



Ressources de l'UNDAF+ en 2021 - par pilier



Pilier 1:
Consolidation de la paix, de la sécurité et de la cohésion sociale



Pilier 2:
Bien-être social et équité



Pilier 3:
Relèvement économique durable



Ressources en 2021 par membre de l'Équipe-pays des Nations Unies

Agences	Planifiées	Mobilisées	Dépensées
FAO		USD 18 M	USD 14 M
FIDA	USD 4 M	USD 2 M	USD 2 M
MINUSCA	USD 6 M	USD 6 M	USD 10 M
OHCHR	USD 1 M	USD 1 M	USD 0.4 M
OIT	USD 0.3 M	USD 0.3 M	USD 0.3 M
OMS	USD 31 M	USD 26 M	USD 24 M
ONU FEMMES	USD 3 M	USD 4 M	USD 2 M
ONU SIDA	USD 2 M	USD 1 M	USD 1 M
ONU DC		USD 1 M	USD 1 M
PAM	USD 191 M	USD 160 M	USD 113 M
PNUD	USD 33 M	USD 33 M	USD 27 M
UNESCO	USD 0.2 M	USD 1 M	USD 0.4 M
UNFPA	USD 5 M	USD 5 M	USD 4 M
UNHCR	USD 49 M	USD 31 M	USD 31 M
UNICEF	USD 33 M	USD 33 M	USD 24 M
UNOPS	USD 14 M	USD 14 M	USD 12 M

VI. PERSPECTIVES POUR 2022

L'année 2021 a été caractérisée par les efforts d'appui du SNU au gouvernement et à la population centrafricaine pour faire face aux crises successives. L'analyse commune de pays (Common Country Analysis - CCA) en vue de la préparation du nouveau cadre de coopération des Nations Unies a mis en exergue des progrès réalisés aux niveaux national et communautaire, tout en soulignant que des efforts restent à faire pour atteindre les ODD et préserver les acquis. Le renforcement de la résilience des populations sera la boussole de la stratégie du SNU en 2022.

Priorité 1 – Élections locales paisibles : le SNU déploiera les efforts nécessaires pour engager une dynamique communautaire et locale en soutien au dialogue républicain et à la tenue des élections locales prévues en 2022. Les élus locaux issus d'un suffrage universel direct joueront un rôle majeur dans la consolidation de la paix, le renforcement de la cohésion sociale, et la mise en œuvre du programme national de régionalisation et décentralisation.

Priorité 2 – Élaboration et signature du nouveau cadre de coopération : En collaboration avec la partie nationale et les partenaires techniques et financiers, le SNU va entreprendre l'élaboration du nouveau Plan-cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2023-2027/PCNUDD) qui succèdera à l'UNDAF+. Pour cela, l'Analyse Commune de Pays (CCA) a été réalisée en 2021, ce qui a permis de mieux comprendre les racines des multiples défis auxquels fait face la RCA. La signature conjointe avec le Gouvernement de l'UNSDCF est prévue en septembre 2022 pour une mise en œuvre en 2023.

Priorité 3 – Promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes au sein des actions des Nations Unies : à travers le UNCT-SWAP Scorecard de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'équipe-pays des Nations Unies mènera une auto-évaluation harmonisée et globale à travers des indicateurs spécifiques pour atteindre une performance appropriée en matière d'intégration de la dimension de genre.

Priorité 4 – Appui aux Examens locaux volontaires (VLR) : le SNU soutiendra le gouvernement dans l'élaboration des VLR en 2022, visant à renforcer la capacité des administrations locales et régionales à accélérer les progrès vers la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063. Les résultats des VLR serviront de base pour l'Examen national volontaire (VNR) prévu en 2023 et permettront une meilleure articulation entre l'action locale et les résultats nationaux.



Priorité 5 – Partenariat avec l’Université de Bangui : le SNU et l’Université de Bangui envisageront de mettre en place un partenariat basé sur des échanges et des débats réguliers autour de thématiques communes. L’objectif est de renforcer les capacités des enseignants et des étudiants, ainsi qu’identifier les talents susceptibles d’avoir une valeur ajoutée pour le SNU et sa coopération avec la partie nationale.

Priorité 6 – Mobilisation accrue de la communauté internationale pour la RCA : le SNU poursuivra ses efforts pour renforcer la coopération bilatérale et multilatérale, y compris dans le cadre de la lutte contre la pandémie de COVID-19. L’objectif est d’optimiser l’avantage comparatif du SNU pour renforcer le soutien en matière de l’accès aux services sociaux de base et l’autonomisation économique durable, y compris la protection de l’environnement.

Priorité 7 – Plan de transition de la MINUSCA et du SNU : La consolidation des acquis du SNU et de la MINUSCA nécessite la planification et la gestion de la transition. Le SNU mènera des consultations pour élaborer une feuille de route et un Plan de transition afin de mieux ajuster sa stratégie et son empreinte en fonction de l’évolution des circonstances et des priorités nationales en matière de développement et de la paix.



©PNUD



NATIONS UNIES
République centrafricaine



NATIONS UNIES - RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
BUREAU DE LA COORDONNATRICE RÉSIDENTE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES
PK4 AV. B. BOGANDA, PO BOX 3338, BANGUI, RCA

SUIVEZ-NOUS :

TWITTER : @RCAUNCT

FACEBOOK : @NATIONSUNIESRCA

republiquecentrafricaine.un.org